



NATIONS UNIES
RD CONGO



DECADE
OF
ACTION

RAPPORT ANNUEL DES RESULTATS 2022

République
démocratique
du Congo

Mars 2022



Photo de couverture : Nene Kimvula, 25 ans, mère de 3 enfants, à Mpasa, une banlieue de Kinshasa, en République démocratique du Congo.

Nene veut devenir agent de santé communautaire, car elle a, elle-même, reçu de bons conseils et veut maintenant transmettre ses connaissances.

©UNICEFRDC/Frank Dejongh



NATIONS UNIES
RD CONGO



DECADE
OF
ACTION

RAPPORT ANNUEL DES RESULTATS 2021

République
démocratique
du Congo

Mars 2022



Table des matières

Avant – propos du Coordonnateur résident	7
L'Equipe de pays des Nations Unies.....	8
Principaux partenaires de développement.....	9
Chapitre 1 : Principaux développements dans le pays et le contexte régional.....	10
Chiffres du Bilan commun de pays.....	11
Chapitre 2 :Appui du Système des Nations Unies pour le développement aux priorités nationales grâce au plan-cadre de coopération.....	12
2.1. Aperçu des résultats du plan-cadre de coopération.....	12
2.2 Priorités, effets et produits du plan-cadre de coopération.....	16
2.3. Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030.....	25
2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble.....	27
2.5. Aperçu financier et mobilisation des ressources.....	29
Présence opérationnelle.....	32
Chapitre 3 : Les priorités de l'Equipe de pays pour l'année prochaine.....	33
Sigles utilisés.....	34

Avant-propos du Coordonnateur résident



C'est un énorme plaisir pour moi, en qualité de Coordonnateur résident, de partager avec vous les résultats du travail du Système des Nations Unies (SNU) en appui au Gouvernement de la République démocratique du Congo durant l'année 2021.

Nous sommes à notre deuxième rapport du cycle du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, signé avec le Gouvernement le 30 décembre 2019 ; deux ans après, nous pouvons nous féliciter du chemin parcouru jusqu'à présent au vu des résultats atteints, malgré les contraintes liées à la pandémie COVID-19. Nous sommes, cependant, convaincus que beaucoup reste à faire et que de grands défis nous attendent pour arriver à impacter positivement le quotidien des communautés bénéficiaires de notre action.

En tant que SNU, nous faisons face au manque de corrélation entre le potentiel et les opportunités face aux indicateurs de développement, la RDC se classant 175-ème sur 189 pays au classement des Nations Unies sur le développement humain. Partant de l'expérience de la première année de mise en œuvre de ce plan cadre, en tant que Nations Unies, nous avons adopté un certain nombre de mesures internes, en termes des réformes, afin de parvenir tant à la bonne efficacité mais aussi à une efficacité accrue dans nos interventions. Il a aussi été noté des initiatives de redéfinition des politiques au niveau du Gouvernement visant à améliorer

Les efforts dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

Environ 1,3 milliards de dollars ont été dépensés par les agences, fonds et programmes des Nations Unies pour la mise en œuvre des actions dans le domaine de l'accès aux services sociaux de base, de la croissance économique inclusive, de la gouvernance et des droits humains. Toutes nos 23 entités se sont déployées à travers les 26 provinces du pays, pour la plupart (de ces agences) avec des programmes communs, pour pouvoir atteindre des résultats palpables, y compris dans l'atténuation de l'impact du COVID-19.

A l'issue de la révision du bilan commun de pays, nos indicateurs nous rappellent encore une fois le grand besoin qu'il y a de redoubler nos efforts à tous les niveaux et par toutes les parties prenantes au développement pour atteindre les ODD. Avec 75% de la population vivant avec 1.9 \$ US par jour et 66% de la population dans une situation d'insécurité alimentaire, il y a beaucoup de travail à faire. La mise en œuvre de l'approche nexus, consistant à réduire les besoins humanitaires, vulnérabilités et risques, est l'un de mécanisme clés pour parvenir à améliorer la situation.

Nous comptons capitaliser tous les succès enregistrés tout au long de l'année 2021 pour perfectionner nos interventions, mais aussi examiner les faibles rendements afin de réajuster les actions pour parvenir à un impact visible vers la réalisation de l'Agenda 2030.

Bruno Lemarquis

Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général, Coordonnateur résident et humanitaire

L'Equipe de pays des Nations Unies



Composition

L'Equipe de Pays des Nations Unies en RDC est composée de **23 Entités** (Fonds, Programmes et agences), dont la Banque Mondiale (**BM**) et le Fonds Monétaire International (**FMI**). Environ 6200 personnes, travaillent pour les Nations Unies en République démocratique du Congo, dont un peu plus de la moitié pour la MONUSCO.

En 2021, un peu plus d'un milliard de dollars a été dépensé dans le cadre de la mise en œuvre du plan-cadre de coopération. Depuis octobre 2021, l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (**UNODC**) a placé un spécialiste en lutte contre la corruption au sein du bureau du Coordonnateur résident.

Gender Parity Compact en RDC

Sous la direction du Coordonnateur résident et avec le soutien d'ONU Femmes, l'Equipe de pays des Nations Unies a adopté le Gender Parity Compact en août 2020 pour mettre en œuvre la stratégie du système des Nations Unies pour la parité des sexes en RDC. Le Compact a identifié le ratio féminin de base (2019) de chaque agence et a proposé des objectifs pour atteindre la parité d'ici 2026. Entre 2019 et 2021, l'Equipe de pays des Nations Unies a pu augmenter le ratio de personnel féminin de 30 à 32 %.

Le ratio global de femmes pour le personnel national a légèrement augmenté, passant de 27 % en 2019 à 29 % en 2021. Celui de femmes pour le personnel international a diminué, passant de 45 % en 2019 à 41 % en 2021.

Principaux partenaires de développement du Système des Nations Unies dans le pays



Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre

L'Equipe de pays des Nations unies travaille avec un nombre considérable de partenaires au développement. Plusieurs d'entre eux sont membres du Groupe de coordination des partenaires (GCP).

En 2021, ce groupe a accompagné le gouvernement pour définir sa politique de coopération internationale, mettre en œuvre le Plan national stratégique de développement (PNSD), dans le cadre des ODD, d'utiliser de façon pertinente, ciblée et durable, les moyens de la coopération internationale, et d'avancer concrètement vers une meilleure gouvernance et dans la lutte contre les différentes formes de corruption.

Les membres de ce groupe sont l'Union européenne, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (FCDO), l'Inde, le Japon (JICA), la Norvège, les Pays-Bas, la République de Corée (KOICA), la Suisse, la Suède, la Russie, les États-Unis (USAID), la Banque africaine de développement, la Banque Mondiale, le FMI et les Nations unies (représentées par le Coordonnateur résident et le PNUD).

Les agences, fonds et programmes en RDC ont également initié des consultations avec des structures des Nations Unies qui ne sont pas

représentées en RDC et qui appuient le développement du pays, notamment la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et le Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général pour les grands lacs.

Les interlocuteurs principaux au niveau du Gouvernement sont le Ministère des affaires étrangères et de la Coopération, le Ministère du Plan et le Ministère des Affaires Humanitaires, ainsi que d'autres nombreux ministères sectoriels.

Les partenaires de développement en RDC investissent dans plusieurs fonds d'affectation spéciale multi donateurs. Le renouvellement de l'éligibilité de la RDC au Peacebuilding Fund (PBF) pour 2020-2024 a permis de préparer la soumission de nouveaux projets qui viennent ainsi enrichir le portefeuille.

En tant que pays pilote pour la mise en œuvre d'un nexus entre l'humanitaire, le développement et la paix ("Triple Nexus"), la RDC continue de promouvoir l'application de cette approche principalement dans les régions où la MONUSCO s'est déjà retirée ou va progressivement cesser sa présence : les provinces de la région Kasai et du Tanganyika.

Chapitre 1: Principaux développements dans le pays et le contexte régional



L'Equipe de pays visitant un projet sur les solutions durables portant cohabitation pacifique à Kalemie, dans la Province du Tanganyika. © PBF/RDC

Nouvelle dynamique politique

Suite à l'effondrement de la coalition entre le camp du nouveau Président Félix Tshisekedi et l'ancien Président, Joseph Kabila, une nouvelle coalition, l'Union sacrée de la Nation, a été formée et un nouveau gouvernement a pris fonction en avril 2021. Le Premier Ministre Jean-Michel Sama Lukonde a présenté un nouveau programme d'action du Gouvernement pour 2021-23 qui comprend des mesures pour faire face à la situation sécuritaire, ainsi que des réformes constitutionnelles, de l'administration et de la justice. Les prochaines élections sont prévues pour 2023.

Relance économique en 2021

Après la récession causée par la pandémie de COVID-19 en 2020 (le PIB réel s'est contracté de 1,7% et l'inflation a atteint 13% contre 4,5% en 2019), l'économie s'est redressée en 2021 avec une croissance de 5,7%, soutenue par une augmentation de la production minière et un rebond de la croissance dans d'autres secteurs. De plus, en juillet 2021, le FMI a approuvé un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) pour la RDC d'un montant équivalent à environ 1,52 milliard de dollars USD. Cela

n'a pas encore eu un impact réel positive sur la situation socio-économique de la population.

Situation sécuritaire

En 2021, la situation sécuritaire a été caractérisé, d'un côté, par le retrait de la MONUSCO des Kasai en mi-2021 et l'annonce du retrait de Tanganyika en mi-2022 suite à l'amélioration de la situation depuis le transfert de pouvoir pacifique en 2019, et de l'autre côté, par une détérioration en Ituri et Nord-Kivu. Pour faire face à cette détérioration, le Président de la RDC a proclamé l'état de siège sur toute l'étendue de ces deux provinces depuis mai 2021 et a confié leur gestion aux Forces Armées de la RDC (FARDC) et à la Police Nationale Congolaise (PNC).

Sur le plan sous-régional, le Président de la république a entrepris tout au long de l'année 2021, un ensemble de concertations de haut niveau avec les pays voisins notamment l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi en vue du renforcement des relations avec ces pays voisins afin de progresser dans la consolidation de la paix, la sécurité et l'intégration régionale.

Chiffres du Bilan commun de pays (CCA)

Population vivant avec moins de 1.9 USD par jour	Femmes vivant avec moins de 1.9 USD par jour	Population au milieu rural vivant avec <1.9 USD/jour	Population dans une situation d'insécurité alimentaire	Milieu rural	Milieu urbain:
75%	71%	85%	66%	70%	57%

Population dans le besoin humanitaire	Femmes	Enfants	Handicapés	Population avec besoins humanitaires aigus
27m	50.8%	49.9%	15%	16m

Population avec accès à une eau d'une source améliorée

57.6%

Personnes déplacées internes

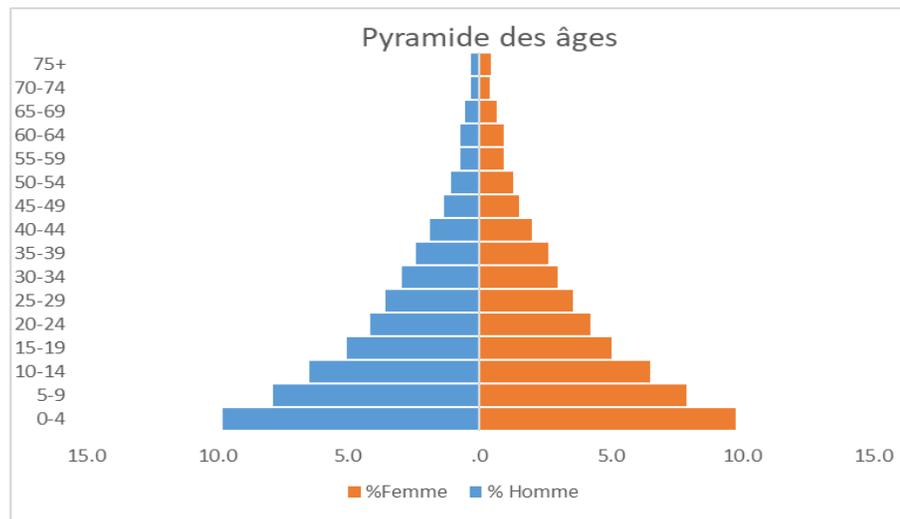
5.6m

Réturnées

1.2 m

Réfugiées

524,148



Population en 2020	Enfants par femme	Enfants vivants dans une pauvreté multidimensionnelle	Enfants ne souffrant d'aucune privation	Frequention scolaire au primaire	Frequention au premier cycle du secondaire
98m	6.2	76%	3.4%	78%	31.7%

Population avec accès à une eau d'une source améliorée	Milieu rural	Milieu urbain	Population ayant un système d'assainissement amélioré	Population ayant accès au réseau public d'électricité
57.6%	39.5%	91.1%	33%	16.7%

Croissance économique 2021	Contribution du Secteur extractif au PIB	Emploi total de l'industrie minière	Gouvernance (Mo Ibrahim (49 de 54 pays))	Fôret Tropical du monde	Fôret Tropical de l'Afrique
5.7%	>60%	<1%	31.7	10%	62%

Chapitre 2 : Appui du Système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales grâce au plan-cadre de coopération

2.1. Aperçu des résultats du plan-cadre de coopération

En 2021, les performances de l'Equipe de pays ont été globalement positives. La levée de certaines des restrictions COVID-19 et un nouveau gouvernement dynamique ont contribué à des avancées importantes sur la plupart des indicateurs.

Consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie (Axe 1)

De 2020 à 2021, des progrès substantifs ont été réalisés dans le domaine d'accès à la justice, protection des droits humains, lutte contre l'impunité, la sécurité et protection des populations.

Sur **43** indicateurs de produits de cet axe dont le Système des Nations Unies est redevable, **35** sont « **on track** », sur **4** pas de progrès a été noté et **4** sont non applicables (non évaluables car liés aux processus prévus pour démarrer en 2023).

Selon le mécanisme d'alerte des violations des droits humains, il a été documenté 6 491 violations et atteintes aux droits de l'homme commises par les parties au conflit en 2021, ce qui représente une diminution de près de 12% par rapport à l'année 2020 (7,393 violations).

Le nombre des femmes et enfants ayant bénéficié d'une protection à travers l'Escadron de la Protection de l'Enfant et de Prévention des Violences Sexuelles de la PNC et les Tribunaux pour Enfant est passé de 64 788 en 2020 à 89 800 en 2021 soit une augmentation d'environ 39%.

3 375 survivants(e)s de violences sexuelles basées sur le genre ont bénéficié d'une assistance judiciaire/juridique en deux ans (2020-2021) dont 898 survivant(e)s en 2021. De 2020 à 2021 ; 2,200,533 enfants de moins 5 ans dont 1,121,412 filles ont été enregistrés à l'état civil dans le délai légal (90jours).

Les indicateurs pour lesquelles pas de progrès a été noté sont relatifs à l'existence d'un cadre juridique et institutionnel révisé de l'identité juridique et de l'état civil, du système d'interopérabilité entre la santé, l'état civil et l'Institut National des Statistiques facilitant l'enregistrement numérisé des faits d'état civil et l'identification de la population, des mécanismes de reddition de compte opérationnels au niveau national, provincial et local, et d'un cadre national opérationnel de redevabilité en matière de violence basée sur le genre.

Croissance économique inclusive, développement agricole, dividende démographique, ressources naturelles (Axe 2)

En 2021, l'équipe de pays des Nations Unies a pu faire du progrès et a pu rattraper certains des retards enregistrés en 2020 dans son axe 2 centré sur croissance économique inclusive. Contrairement à 2020, où moins d'un tiers des indicateurs ont connu des avancées, l'Equipe de pays (EP) a progressé en 2021 sur la majorité des indicateurs (31 sur 38).

Dans le domaine de l'agriculture, le Système des Nations Unies (SNU) a soutenu le gouvernement a préparé et participé au Sommet mondial sur les systèmes alimentaires. Avec l'appui de l'Union Européenne et autres bailleurs, le SNU a soutenu le développement d'un plan d'action ainsi qu'un [profil des systèmes alimentaires](#) pour la RDC.



Dans le cadre de l'appui à la riposte contre le COVID-19, le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD, a remis au Gouvernement une ambulance destinée à l'hôpital général de Kikwit, dans le Kwilu. Sur cette photo, les deux parties échangent des signataires de la remise et reprise de l'ambulance.

©PNUD/RDC

La couverture de la protection sociale demeure très faible (9,6 % en 2020) et uniquement 4,7 % de la population bénéficient d'une assurance sociale.^[1] Une des causes est le faible niveau d'allocation des ressources à la mise en œuvre des politiques et programmes sectoriels les plus prioritaires et la très faible efficacité des politiques sociales (éducation, santé, assainissement, protection sociale, etc.).

Dans ce contexte de faiblesse institutionnelle, les Nations Unies ont mis en œuvre 8 programmes/ projets de protection sociale ou de renforcement de la résilience mis en œuvre en faveurs de femmes, jeunes, enfants, réfugiés et déplacés.

Les indicateurs sur lesquelles aucun progrès n'a été noté sont liés à la législation nationale relative à la statistique conforme, l'existence du plan d'urbanisme ou d'aménagement statutaire, les données sur la saisie des minerais illicites mis en place et l'existence d'une plateforme opérationnelle de prévention et gestion des risques de catastrophes naturelles et climatiques.

Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire (Axe 3)

Les données de l'année 2021 n'étant pas encore disponibles pour plusieurs indicateurs de cet axe, il est difficile de dégager les tendances entre 2020 et 2021.

Cependant, en analysant les progrès réalisés en 2020 et les réalisations physiques de 2021, il y a lieu de conclure à une évolution positive sur l'ensemble de 22 indicateurs des produits que comporte cet axe.

Ces progrès sont relatifs à la santé maternelle et infantile, l'accès à l'eau, lutte contre le VIH, l'éducation, lutte contre la malnutrition, la santé sexuelle.

A titre illustratif, le pourcentage des centres de santé offrant des services de santé de qualité et garantissant les interventions essentielles et d'urgence en matière de soins maternels et néonataux est passé de 28 % en 2020 à 41.5 % en 2021.

Progrès réalisés dans la mise en œuvre du SERP en RDC

Entre 2020 et 2021, le Système des Nations Unies en RDC a dépensé plus de **145 millions** USD pour la réponse à la pandémie COVID-19, laquelle a été articulée essentiellement autour de axes suivants :

- ✓ riposte, surveillance au Covid-19 et renforcement du système de santé ;
- ✓ Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie ;

^[1] Enquête par Grappes à Indicateurs des ODD (EGI-ODD) 2020

- ✓ L'atténuation de risques et le soutien aux populations;
- ✓ Renforcer la gouvernance pour assurer la mise en œuvre efficace et efficiente

Quelques réalisations majeures :

- ✓ Soutien aux 31 laboratoires dont 11 à Kinshasa et 20 dans les autres provinces;
- ✓ Assistance en matériel à l'Institut national de recherches biologiques (NRB) (y compris des congélateurs à -86 degré C);
- ✓ 10 centres traitements Covid de Kinshasa et 25 autres provinces ont bénéficié des concentrateurs d'oxygène, des respirateurs et autres intrants de prise en charge des cas;
- ✓ 2 millions de masques distribués parmi les populations déplacées
- ✓ Une ligne verte mise en place pour la prévention et la prise en charge des victimes de VBG en situation de COVID-19
- ✓ Equipements fournis à 6 provinces pour faciliter la communication à distance
- ✓ Elaboration et production des supports de l'enseignement à distance (enregistrement des leçons, EducTV etc.)

Progrès réalisés par rapport à la promesse de "ne laisser personne pour compte"

- ✓ 02 lois visant la protection des populations vulnérables ont été adoptées (Loi portant principes fondamentaux relatifs aux droits des peuples autochtones pygmées de la RDC et loi portant protection et promotion des droits de la personne vivant avec handicap);

Plusieurs initiatives ont été développées en faveur des jeunes :

- ❖ FAO et ONUDI travaillent avec la fondation Vodacom au travers AgroMwinda pour des initiatives de e-commerce agricole dans le cadre du Projet OYA (Opportunités des jeunes en agriculture et agrobusiness);
- ❖ il existe des plateformes des jeunes dont le conseil national de la jeunesse (CNJ) et AfriYan, qui bénéficient de l'appui technique et financier de UNFPA;

- ❖ Le PNUD appuie le programme Youthconnect avec le Ministère de la Jeunesse, un appui pour la plateforme entrepreneuriat jeune avec le secteur privé pour vulgariser les start up et l'entrepreneuriat;
- ❖ L'OIT met en œuvre un Projet d'Entrepreneuriat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-Business (PEJAB) et d'un autre projet d'Assistance Technique à l'élaboration du Programme d'Urgence Intégré de Développement Communautaire (PAT-PUIDC)/FAO;
- ❖ UNFPA a mis en place une base de données qui est gérée par les plateformes de mise en œuvre des activités du programme axées sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes.

Progrès dans la mise en œuvre de l'approche nexus (humanitaire – développement – paix)

En 2021, la RDC a fait plusieurs avancées significatives dans la mise en place de l'approche nexus. En février 2021, la Nexus Core Team a été revitalisée dont les cinq parties prenantes clés sont représentés : le Gouvernement, l'ONU, les ONGI, la société civile/ONGN et les bailleurs.

La Nexus Core Team agit comme un groupe de référence au niveau national et assure ainsi la cohérence de la mise en œuvre de l'approche nexus à travers le pays. L'approche nexus est également soutenue par le Nexus Donor Group, présidé par la Suède.

Pour renforcer la coordination et les synergies entre les différents acteurs, les parties prenantes ont opté pour plusieurs activités entreprises dans les provinces pilotes (Kasaï Central, Kasaï et Tanganyika) :

- ✓ élaboration d'une cartographie 3w/6w de la présence des acteurs humanitaires, de paix et de développement sur le terrain;
- ✓ Identification des zones géographiques prioritaires;
- ✓ Contextualisation des résultats collectifs (identifiés au niveau national en 2019) et identification des activités à mettre en place pour les atteindre;
- ✓ la mise en place d'un mécanisme de coordination provinciale de l'approche nexus.



Sous la conduite du Coordonnateur résident, les Nations Unies ont eu des échanges avec les autres acteurs d'aide dans le Tanganyika sur l'approche nexus.

[@Nations Unies/RDC](#)

Au Kasai Central, ces étapes ont été franchies avec succès. En 2022, les étapes importantes du roll-out de l'approche Nexus en RDC sont les suivantes :

- ✓ Poursuivre l'opérationnalisation de l'approche Nexus dans les Kasai à travers le Groupe provincial Nexus créé en 2021 ;
- ✓ Lancer l'opérationnalisation de l'approche Nexus au Tanganyika (atelier prévu en mars 2022) ;
- ✓ Poursuivre les efforts de communication pour assurer une compréhension commune de l'approche Nexus par toutes les parties prenantes
- ✓ **Planification stratégique:** Maintenir les efforts pour refléter les résultats collectifs dans tous les processus de planification stratégique ;
- ✓ **Leadership:** Renforcer la participation au leadership de toutes les parties prenantes du Nexus ;
- ✓ **Coordination** : Renforcer la participation de la société civile/des ONG nationales et des services gouvernementaux aux mécanismes de coordination du Nexus ;
- ✓ **Suivi:** Initier une discussion sur le suivi des résultats collectifs, basée sur la responsabilité mutuelle ;
- ✓ **Programmation:** Prendre en compte les résultats collectifs dans la programmation des Agences et des organisations ;
- ✓ **Financement** : Mobiliser des ressources supplémentaires pour la coordination et l'expertise Nexus au sein des organisations.

2.2. Priorités, effets et produits du plan-cadre de coopération

Priorité stratégique 1 (axe 1 de l'UNSDCF) : Consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie.



Effet 1.1 : d'ici 2024, la prévalence de la violence et des conflits armés est réduite et la sécurité des personnes et des biens est améliorée en particulier celle des personnes vulnérables, y compris les réfugiés/déplacés, des femmes et les jeunes.

Produits clés obtenus en 2021 :

93% des conflits dans les communautés cibles du Sud Kivu et de l'Ituri ont été soit résolus, soit transférés aux autorités supérieures compétentes.

35 mécanismes communautaires de dialogue social, démocratique et politique (CLPD) ont été mis en place dans six provinces et sont opérationnels (Nord Kivu, Haut Huélé, Kasai, Sud Kivu, Tanganyika, Kasai central) ; ce qui contribue au renforcement de la cohésion sociale ;

10 mécanismes locaux de sécurité et de proximité (Comité Local de Sécurité et Proximité) ont été mis en place, favorisant ainsi le rapprochement entre les communautés et les forces de sécurité ;

1 771 cadres de la police nationale et acteurs de la justice criminelle congolaise dont environ 250 femmes ont été dotés des capacités nécessaires pour assurer la sécurité des populations (Tshikapa, Goma, Bukavu, Lubumbashi, Mbujimayi, Ituri) ;

48 structures cibles intervenant dans la chaîne pénale (police, cours, tribunaux, prison) ont été dotées des capacités techniques et matérielles ; ce qui leur permet d'assurer un meilleur accès à la justice et la lutte contre l'impunité.

188 cadres de l'administration pénitentiaire dont 47 femmes ont été dotées des capacités techniques.

644 militaires et 9 policiers ont fait l'objet des poursuites judiciaires ; lesquelles ont abouti à la condamnation de 345 militaires des FARDC, 115 agents de la PNC et 149 combattants de groupes armés. Ceci contribue à la lutte contre l'impunité des violations des droits humains.

682 membres des forces de défense et de sécurité ont été dotés des capacités sur la gestion et l'utilisation efficace des armes et des munitions.



Victime de viol à 15 ans, Rosette (nom d'emprunt) fait preuve d'un grand courage lorsqu'elle évoque le jour où elle a été attaquée en plein jour par un homme armé. « C'était une expérience très traumatisante. Aujourd'hui encore, je suis sous le choc, mais je suis soulagée de savoir qu'il est en prison maintenant. » Raconte-t-elle.

Grâce à des initiatives locales soutenues par le HCR, l'adolescente a reçu un soutien psychologique et juridique et a été orientée vers des soins médicaux pour l'aider à surmonter le traumatisme et, plus tard, à témoigner devant le tribunal.

Rosette* (à gauche) et son père en compagnie d'une travailleuse communautaire devant leur maison à Masisi (Nord Kivu).

© HCR/Sanne Biesmans

02 lois visant la protection des populations vulnérables ont été adoptées (Loi portant principes fondamentaux relatifs aux droits des peuples autochtones pygmées de la RDC et loi portant protection et promotion des droits de la personne vivant avec handicap);

575 femmes et **2 4447** enfants (dont 14398 filles) ont bénéficié de la protection à travers le département de la PNC et des tribunaux pour enfants (EPEPVS, TPE : 306 bourreaux) arrêtés ;

3 826 fusils et **50** armes de poing appartenant aux services de sécurité de l'Etat ont été sécurisées, et 8 armes ont été marquées ;

6.989 violations des droits humains documentées en RDC (diminution de près de **12%** par rapport à l'année 2020).

990 774 enfants de moins 5 ans dont 508,436 filles ont été enregistrés à l'état civil;

898 survivants(e)s des VBG (746 filles, 141 femmes, 8 garçons et 3 hommes) ont bénéficié d'un accompagnement juridique et d'une assistance judiciaire

01 comité local de sensibilisation et de monitoring des violences faites aux femmes et filles a été mis en place et est opérationnel au sein du commissariat provincial de la Police du Kasai.

Effet 1.2 : D'ici 2024, les populations vivant en RDC, plus spécifiquement les plus vulnérables (femmes, enfants, réfugiées et déplacées) jouissent de leurs droits humains, en particulier l'accès équitable à la justice, (y compris la justice juvénile), à l'identité juridique et la protection, à travers le renforcement des systèmes judiciaire, sécuritaire, des capacités de veille des organisations de la société civile sur les droits humains et la redevabilité institutionnelle.

Produits clés obtenus en 2021 avec l'appui du Système des Nations Unies :

03 institutions nationales des droits humains (Comité Interministériel, la Commission permanente de droit de l'homme de l'Assemblée Nationale, la Commission nationale aux droits de l'Homme (CNDH)) ont été dotées des capacités techniques et opérationnelles.

01 mécanisme de documentation des violations des droits de l'enfant est en place et est opérationnel.

670 personnes dont **102** femmes dotées des connaissances sur les outils et les approches de l'OIT sur la lutte contre les pires formes de travail des enfants dans l'exploitation minière artisanale.

41 audiences foraines et **23** missions d'enquête conjointes en matière de lutte contre l'impunité des VBG organisées et pour traduire en justice les auteurs de violations graves des droits humains ont été soutenues et organisées.

43 Réseaux de protection des défenseurs de droits humains ont été soutenus et accompagnés.

01 mécanisme d'enregistrement des réfugiés et de production des statistiques respectant les conventions internationales est en place et est opérationnel.

21 Tribunaux pour enfants (TPE) ont bénéficié des appuis de l'UNICEF pour leur fonctionnement efficace .



Formation des officiers de la police judiciaire organisée avec l'appui du PNUD et UNPOL à Kananga au Kasai central. Dans le cadre du projet PAJURR (Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction au Kasai Central) financé par le PBF. Ce projet est mis en œuvre par le PNUD, le BCNUDH et Search For Common Ground.

Effet 1.3 : D'ici 2024, les institutions publiques, les media et la société civile, au niveau central et décentralisé exercent efficacement leurs rôles pour une gouvernance démocratique apaisée, efficace et inclusive, porteuse d'effets sur la participation citoyenne et le renforcement de l'état de droit.

Produits clés obtenus en 2021

35 mécanismes participatifs de prise de décisions (CLPD) dans les processus de gestion des affaires publiques ont été ouverts aux femmes et jeunes;

250 femmes aspirantes dotées des capacités sur la préparation des élections, le plaidoyer et le partenariat stratégique avec les organisations de la société civiles.

326 femmes politiques et de la société Civile encadrées sur la professionnalisation de leur expertise, l'amélioration des capacités de communication et visibilité du leadership féminin

2 513 acteurs de la société civile (organisations des femmes et des jeunes) de 3 entité territoriale décentralisées du Nord Kivu ont bénéficié de renforcement de capacités en matière de développement, mise en œuvre et suivi-évaluation des politiques

Priorité stratégique 2 (axe 2 de l'UNSDCF) : Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles.



Effet 2.1 : D'ici 2024, les populations congolaises jouissent d'une croissance économique inclusive durable portée par la transformation agricole, la diversification économique ouverte aux innovations et à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

Résultats clés obtenus en 2021

8 plans politiques et programmes nationaux élaborés avec l'appui des Nations Unies permettant au Gouvernement de garantir une approche stratégique, clarifier l'allocation des ressources et canaliser les interventions nationales et internationales vers les secteurs prioritaires.

Des exemples incluent le programme de promotion du Travail décent, le plan Directeur de l'Industrialisation, la politique Nationale de l'Energie et le plan national pour l'agriculture durable.

Formulation du **programme de développement local de 145 territoires**, avec le soutien du PNUD. Ce programme, signé par le Président Tshisekedi le 31 décembre 2021, avec le financement du FMI, vise à renforcer le développement des territoires par la construction d'infrastructures et pourrait apporter une contribution importante à la décentralisation. Le PNUD a été choisi comme une de trois agences de mise en œuvre.

5 provinces appuyées dans l'élaboration de leurs plans de développement provinciaux (PDP) : Aujourd'hui, 12 des 26 provinces disposent des PDP ce qui renforce l'appropriation du gouvernement de la trajectoire de développement et améliorer l'alignement des différents acteurs.

Au moins 11 337 producteurs (8 927 hommes, 2 410 femmes ; 2 692 jeunes) ont bénéficié des appuis (intrants, semences, formation, accompagnement technique) dans les filières maïs, pomme de terre et riz

1 319 446 plantules de café produites et distribuées dans les territoires de Beni, Lubero et Rutshuru

Renforcement des **capacités statistiques nationales** et de production de données de qualité pour le suivi du PNSD et des ODD. Exemples incluent le système national d'information agricole, l'appui au Observatoire Congolais du Développement Durable, de préparation du recensement général de la population prévu pour 2022 et des diverse enquêtes et études.

Etant donné que le renforcement du système national statistique est une priorité pour le gouvernement et l'EP, cet appui sera renforcé et mieux coordonné en 2022.

Effet 2.2. : D'ici 2024, les populations vivant en RDC bénéficient d'une protection sociale inclusive et d'un dividende démographique portée par la maîtrise démographique et l'autonomisation des jeunes et des femmes

Résultats clés obtenus en 2021

Dans un contexte de faiblesse institutionnelle par rapport à la protection sociale, les Nations Unies ont mis en œuvre **8** programmes/ projets de protection sociale ou de renforcement de la résilience mis en œuvre en faveur de femmes, jeunes, enfants, réfugié(e)s et déplacé(e)s.

2 projets concernent l'extension de la protection sociale pour tous, notamment la mise en place de la couverture santé universelle en appui à la présidence de la RDC ;

5 programmes conjoints de renforcement de la résilience sont mis en œuvre conjointement.



Chantal Ngimbi pose devant sa maison de Nsele, dans la banlieue de Kinshasa, avec ses enfants et ses pintades et canards d'élevage. Grâce au projet de transfert d'argent mis en place par l'UNICEF et le PAM à Nsele, dans la banlieue de Kinshasa, Chantal Ngimbi a acheté les sacs, les uniformes et les fournitures scolaires pour envoyer ses 4 enfants à l'école. Elle a également créé un élevage de canards et de pintades pour compléter ses revenus et assaini son environnement en achetant une dalle pour couvrir ses latrines.

Préparation et accompagnement du Gouvernement dans les **négociations sur le climat** y compris pour l'élaboration des contributions déterminées au niveau national.

1 programme conjoint pour le renforcement des capacités des réfugiés centrafricains établis au Nord-Ouest de la province de l'Equateur, notamment à Zongo et ses environs; Programme des **cantines scolaires** du PAM visant à améliorer les taux d'inscription, présence et rétention dans les écoles des zones ciblées.

01 document national de profil démographique de la RDC a été produit en définissant les stratégies sectorielles compatible à la réalisation du développement durable en RDC.

12 centrales syndicales siégeant au conseil national du travail ont été renforcés sur les

normes internationales du travail et le dialogue social.

Effet 2.3 : D'ici 2024, les populations tirent profit d'une gestion responsable et durable des ressources naturelles (forestières, minières, et foncières), par l'État, les entités décentralisées, les communautés, et le secteur privé, dans un contexte de changement climatique et de préservation de la biodiversité.

Résultats clés obtenus en 2021

20 Plans d'utilisation des terres forestières /plan simple de Gestion des Concessions forestières des communautés locales (CFCL) sécurisés sont élaborés et mis en œuvre.

10 plans simples de Gestion au stade de finalisation et 14 CFCL en cours d'accompagnement (projet PIREDD/Equateur).

Plus de **104 000** foyers améliorés financés.



Le programme Energie/FONAREDD appuie les entreprises dans le développement des modèles innovants de marketing et vente des solutions de cuisson propre. L'entreprise BASCONS, partenaire au Fonds de défi et Incubation pour la cuisson propre en RDC a développé un partenariat de vente institutionnelle avec l'Eglise Kimbanguiste qui compte plusieurs millions des fidèles donc une masse de clientèle énorme. La photo ici montre le chargé de marketing et vente de BASCONS entrain de présenter les échantillons des braséros améliorés au comité de l'Eglise Kimbanguiste à Kinshasa.

Priorité stratégique 3 (axe 3 de l'UNSDCF) : Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire



Effet 3.1 : Les populations, en particulier les plus vulnérables bénéficient d'un accès équitable, de qualité et durable aux services sociaux de base, y compris de lutte contre le VIH/SIDA.

Produits clés obtenus en 2021:

32% et **24%** des centres de santé appuyés respectivement par l'UNICEF et l'UNFPA offrent des services de santé de qualité et garantissent les interventions essentielles et d'urgence en matière de soins maternels et néonataux.

61% des personnes/ménages dont plus de la moitié des femmes ont accès à l'eau potable dans les villages cibles.

77 % (500 238 / 652 822) d'enfants (filles et garçons) de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë sévère (SAM) admis et sortis guéris.

40 % d'établissements de santé accompagnés proposent des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base dans les zones du programme.

81% de points de distribution de services de contraceptifs n'ont pas connu de rupture de stock au cours des six derniers mois.

1 010 de cas de fistule réparés.

4 7476 jeunes dont environ 35% des filles ont bénéficié d'une formation professionnelle qualifiante dans un métier.

3 8061 enseignants ont été dotés des capacités sur les méthodologies centrées sur l'apprenant, l'éducation à la paix, la réduction des risques de conflits / catastrophes et soutien psychosocial.

75 602 victimes de VBG ont bénéficié d'une prise en charge psychologique, judiciaire, médicale, réinsertion économique ou scolaire (**UNICEF : 1327 dont 1179 femmes et filles, UNFPA : 74 275 dont 65 362 femmes**).

15 900 adolescents et de jeunes (filles et garçons) scolarisés et non scolarisés ont reçu une information complète sur la sexualité et la santé reproductive.

36 0517 personnes vivant avec le VIH (PVVIH) dont **22 8910** femmes ont bénéficié d'un traitement ARV.

6 000 PVVHI ont bénéficié d'une assistance nutritionnelle.

609 auteurs de VBG et des violences sexuelles en période de conflit jugés en 2021.

1 480 femmes victimes de violences sexuelles (Hôpital de Panzi de Bukavu) ont bénéficié d'une assistance alimentaire.

Effet 3.2 : d'ici 2024, les organisations humanitaires et structures gouvernementales chargées des questions humanitaires apportent une réponse humanitaire coordonnée, rapide et efficace envers les personnes affectées par les crises dans le respect des standards et principes humanitaires en vue de réduire la surmortalité et la sur-morbidité des personnes affectées.



Dans l'espace sûr NDISANKA DIETU qui veut dire « NOTRE JOIE » mis en place avec l'appui du Fonds Humanitaire dans le territoire de Kazumba (Kasaï Central), une conseillère communautaire formée par UNFPA sensibilise les femmes sur la planification familiale et la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. C'était dans le cadre du projet de « Renforcement de l'accès aux soins de santé primaires, de santé de la reproduction et aux services de prévention et prise en charge des VBG, dans les zones de santé de Ndeksha et Luambo au Kasaï Central », mis en œuvre par Caritas Kananga, partenaire d'exécution de UNFPA.

© UNFPA/Junior Mayindu

Produits clés obtenus en 2021

1 556 ménages réfugiés (soit 5 550 individus) rapatriés du Nord et Sud Ubangi ont bénéficié de solutions durables au retour, à l'intégration ou à la relocalisation ;

22 structures nationales, provinciales, locales et communautaires renforcées dans la réponse humanitaire pour une meilleure préparation, coordination et réponse aux urgences. 22 provinces sont couvertes par le Programme de veille humanitaire avec l'appui de l'UNICEF

06 provinces (Nord-Kivu, Ituri, Sud-Kivu, Tanganyika, Kasai Central, Kasai + 1 niveau

national) sont couvertes par les dispositifs efficaces et fonctionnels de coordination, de prévention et de gestion des crises humanitaires ;

03 Cadres Provinciaux de Concertation Humanitaire (CPCH) installés au Nord Kivu, Sud-Kivu, et Tanganyika ;

01 plan de préparation et de réponse aux urgences de santé animale mis en place au ministère de pêche et élevage ;

01 plan d'urgence d'atténuation de l'impact de la maladie à coronavirus 2019 sur la sécurité alimentaire en RDC mis en place.

« Grâce au projet d'autonomisation de la femme, j'ai appris à fabriquer du savon, du pain et la restauration. Maintenant, je sais lire, écrire et compter. Ce projet facilite la vie aux femmes et leur permet de mieux éduquer leurs enfants. Je suis devenue cheffe du quartier Luamba à Nyunzu grâce au projet d'alphabétisation (...) Les hommes nous respectent plus car nous avons des moyens pour être autonomes. »

Anastasia Mulindi, est actuellement Cheffe du quartier Luamba dans le territoire de Nyunzu. Elle fait partie des bénéficiaires du projet de promotion des conditions de gestion d'activités poste récolte, de commercialisation et d'accès aux marchés.

Ce projet mis en œuvre par la Ligue Anti Chômage (LAC/ASBL) en faveur de 6 000 ménages membres de 235 organisations paysannes du territoire de Nyunzu, avec un financement du Programme Alimentaire Mondial, PAM.

© Nations Unies/Ndeye Khady Lo



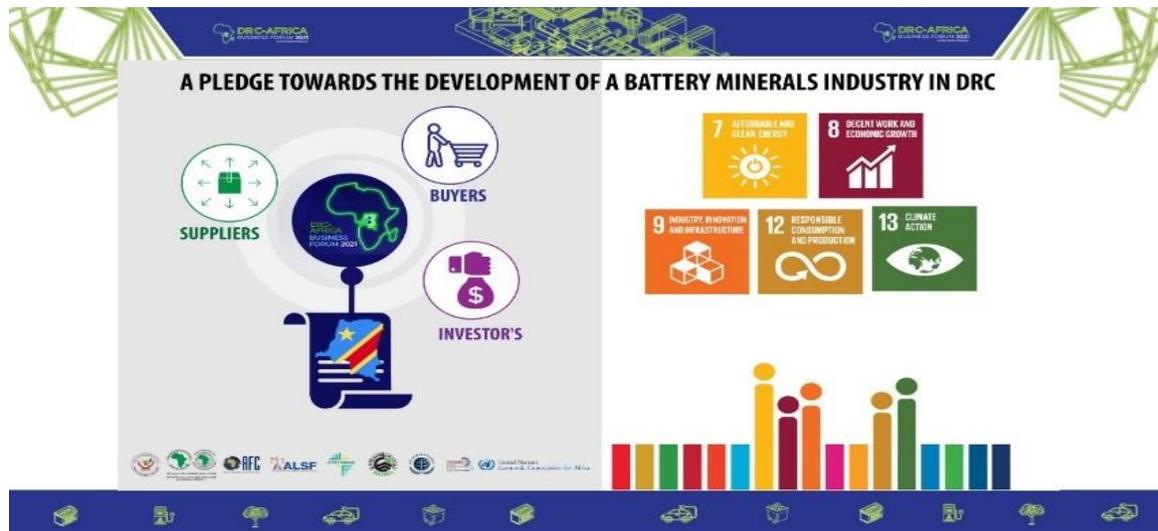
FACTEURS DE SUCCES

- ✓ Relations et engagements solides avec les autorités nationales, provinciales et locales ;
- ✓ Approche multi agences mobilisant différentes agences dans une logique "One UN" sur la base de leurs avantages comparatifs avec un fort investissement dans les effets durables ;
- ✓ Les initiatives conjointes ont favorisé la mise en œuvre de plusieurs interventions dans le domaine de la consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale, etc.
- ✓ Les chapitres communs des plans stratégiques PNUD, UNFPA, ONU Femmes constituent une opportunité pour maximiser l'efficacité et l'efficience des interventions ;
- ✓ Intérêt et appui stratégique des bailleurs (Banque Mondiale, Suède, Allemagne, Norvège, etc.) sur plusieurs thèmes comme l'environnement, le nexus, protection sociale, etc.
- ✓ Partenariat fructueux avec la société civile, les ONGs et associations locales ;

FAIBLESSES/CONTRAINTES

- ✓ La crise sanitaire, l'instabilité socio-politique en RDC, les catastrophes naturelles dans certaines zones d'intervention, l'insécurité, l'état de siège au Nord-Kivu et Ituri, les difficultés d'accès à certaines zones d'interventions constituent les principales contraintes rencontrées en 2021.
- ✓ Faible fonctionnement des groupes des résultats devant assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan de travail conjoint
- ✓ Manque de flexibilité dans les fonds octroyés par les bailleurs de fonds, qui rend aussi difficiles les synergies entre les interventions humanitaires et protection sociale/développement.
- ✓ Déficit dans la coordination entre différents Ministères sectoriels (y compris un manque de coordination entre autorités centrales et décentralisées)
- ✓ Absence d'une entité de coordination gouvernementale (y compris pour les activités liées à la sécurité alimentaire et le développement rural)
- ✓ Faiblesses du système statistique national (absence de données nationales et sectorielles actualisées et absence de financement)
- ✓ Déficit en suivi conjoint des agences et du Gouvernement dans la mise en œuvre des activités.

2.3. Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030



Groupe des Nations Unies sur le partenariat

Malgré les défis liés au Covid-19 et à l'adaptation qu'il a exigée, le système des Nations Unies a mis en place un groupe de travail sur le partenariat destiné à incarner l'esprit de travail *One ONU* (Unis dans l'action) pour soutenir le cadre de coopération de la RDC. Ce groupe de travail a pour mandat principal d'établir des mécanismes pour améliorer le travail en partenariat et fournir une assistance technique pour aider le gouvernement de la RDC à respecter son engagement de faire avancer l'Agenda 2030 et les ODD en RDC.

Depuis sa création, le groupe de travail a pu réaliser et mener à bien les activités suivantes :

une cartographie des accords inter-agences signées par les agences onusiennes en RDC ;

1. une stratégie de mobilisation de ressources pour le cadre de coopération ;
2. une cartographie sectorielle sur les 3 piliers du secteur privé (les entreprises, les secteurs académiques et la société civile) en RDC ; et des institutions financières internationale et de la sous-région afin de mener des discussions sur des initiatives de partenariat pour atteindre les ODD.

Business Forum

Dans le cadre du soutien du cadre de coopération et des efforts du gouvernement de la RDC pour accroître les partenariats, un Business Forum/Forum des affaires, sous le thème "*Favoriser le développement d'une chaîne de valeur et d'un marché des batteries, des véhicules électriques et des énergies renouvelables en Afrique*" a eu lieu à Kinshasa du 24 au 25 Novembre 2021. Le Forum d'affaires fut organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et ses partenaires Afreximbank, la Société financière africaine (AFC), la Banque africaine de développement (BAD), la Facilité africaine de soutien juridique (ALSF), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et le Pacte mondial des Nations Unies, a organisé le Forum des affaires RDC-Afrique.

L'objectif principal du Forum était de réunir les gouvernements africains, le secteur privé africain, les entrepreneurs africains, les partenaires du développement, les investisseurs institutionnels et les négociateurs, les industriels des sociétés minières et le secteur privé étranger, dans le but de dialoguer, d'identifier les opportunités et de faciliter les investissements afin d'accroître la part de l'Afrique dans le secteur des batteries, des véhicules électriques et des énergies renouvelables chaîne de valeur des batteries, des véhicules électriques et des énergies renouvelables.

Les principaux résultats du Business Forum sont les suivants :

- ✓ La confirmation par l'étude de Bloomberg que la RDC peut être une destination d'investissement compétitive au niveau mondial pour la production de précurseurs de batteries, une voie vers l'approfondissement de la participation du pays et de l'Afrique dans l'opportunité de marché de la chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques (BEV), estimée à 8,8 trillions de dollars US d'ici 2025, et à 46 trillions de dollars US d'ici 2050.
- ✓ Engagement des principales institutions financières en Afrique (Afreximbank, AFC, BAD, BADEA) et de la CEA à soutenir l'aspiration de la RDC à devenir un acteur de premier plan dans la chaîne de valeur des BEV.
- ✓ La création de zones économiques spéciales (ZES), en vue de faire de la RDC une destination d'investissement compétitive au niveau mondial dans le secteur des véhicules électriques à faible consommation.

- ✓ Création du Conseil des batteries de la RDC, qui sera constitué en tant que partenariat public-privé visant à soutenir le gouvernement de la RDC afin de s'assurer que les résultats et la feuille de route convenus lors du Forum des affaires.

En allant de l'avant, l'Equipe de pays des Nations Unies pourra soutenir le Gouvernement de la RDC à assoir les acquis qui découleront de l'industrialisation du secteur des batteries électriques. Ainsi, une sensibilisation vers le secteur privé sur son rôle dans la mise en œuvre des ODD et sa participation dans le cadre intégré de financement des ODD au niveau national permettra de tirer profit d'autres agendas de développement au niveau national et sous régionale.

L'expertise de chaque agence sera utile pour apporter une diversification de l'économie congolaise et établir une industrialisation basée sur les ressources de la RDC.

Financement des ODD : appuyer le Gouvernement à élargir l'espace fiscal

Le SNU soutient le pays et les provinces dans l'élaboration d'un cadre national de financement intégré (CFNI) du développement et d'une stratégie holistique de mobilisation des ressources pour le financement du développement en vue de contribuer à l'accélération de la mise en œuvre des ODD.



Depuis 2020, les Nations Unies mettent en œuvre un programme conjoint financé par le Fonds conjoint pour les ODD avec un budget de US 1,2 million (dont 200 000 dollars US de cofinancement).

Le programme conjoint vise à soutenir les efforts de la RDC pour relever les défis identifiés dans le financement des ODD, en aidant à créer un environnement catalytique pour stimuler la génération de ressources.

Malgré des retards dans la mise en œuvre dus à la pandémie de COVID-19, à la mise en place d'un nouveau gouvernement et aux difficultés à identifier des consultants qualifiés, le programme a réalisé des progrès dans le deuxième semestre de 2021:

- ✓ Un évaluation du financement du développement (EFD) engagée en 2021 par le Ministère du Plan avec l'appui du SNU afin de développer le CFNI est en cours de finalisation. Les résultats de cette évaluation seront disponibles en 2022.
- ✓ Un dialogue national et un dialogue d'action (en collaboration avec le partenariat mondial en faveur des Etats fragiles) sur le financement de développement est également prévu en 2022 pour mobiliser et harmoniser des acteurs impliqués afin d'orienter des efforts vers les objectifs communs de la RDC ;
- ✓ Sous le leadership du ministère du Budget, le SNU appuie une étude sur l'élargissement de l'espace fiscal national et provincial grâce à une amélioration et renforcement de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques locales et nationales.

2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble. Cohérence, efficacité et efficience des Nations unies



Pour une meilleure coordination des activités en faveur de l'efficacité, la cohérence et l'efficience, les groupes programmes (PMT) et opérations (OMT) ont tenu une retraite conjointe afin de passer en revue la manière de travailler et jeter les jalons pour l'avenir.

©Nations Unies/Carlos Ngeleka

Le SNU en RDC s'est engagé tout au long de l'année 2021 dans la redéfinition et réajustement de ses actions, afin de s'adapter aux multiples changements et évolutions qu'encourt le pays. Ce travail a pour fondement l'action conjointe et concertée avec le Gouvernement, entre agences, fonds et programmes, mais aussi avec les autres acteurs sociaux.

Dans le cadre de la transition des Nations Unies, l'Equipe de pays a activement pris part au processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan convenu avec la partie gouvernementale. C'est notamment par :

- ✓ L'implication des agences, fonds et programmes dans l'élaboration dudit plan de transition
- ✓ La participation aux groupes de travail s'étant essentiellement penchés sur la négociations de

18 jalons mise en œuvre de ce plan de transition

- ✓ La programmation commune axée sur la transition dans les provinces du Kasai et du Tanganyika.

En vue de définir les actions conjointes, éviter la duplication et garantir l'efficience dans les interventions, le SNU est parvenu à :

- ✓ L'élaboration d'un plan de travail conjoint dont les travaux ont mis ensemble les experts du système, ceux du Gouvernement, de la société civile et du secteur privé :
- ✓ La tenue de la revue annuelle conjointe avec toutes ces parties prenantes;
- ✓ L'organisation conjointe de la revue du CCA, en tenant compte des changements connus au pays, notamment la transition des Nations Unies, la redéfinition des priorités nationales et la persistance du COVID-19.

A l'interne, le système encourage, dans la mesure du possible, un travail conjoint entre les groupes de travail et des résultats. C'est le cas de la tenue d'une retraite conjointe, en Novembre 2021, entre le groupe de gestion des programmes et le groupe de gestion des opérations.

Sur le terrain, les Nations Unies mettent en œuvre une dizaine des programmes conjoints, impliquant au moins trois agences pour chaque programme ; aussi, avec l'approche nexus, les actions menées sont conçues de façon à pouvoir réduire les interventions humanitaires au profit de celles de développement.

Dans le souci de promouvoir la mutualisation des services, l'Equipe de pays a finalisé le *Business Operations Strategy (BOS) 2.0* (stratégie des opérations de gestion) et poursuivi sa mise en œuvre. Grâce à l'activation de 13 services en commun, le SNU a dégagé un gain des ressources estimé à 3,5 millions de dollars américains. A ceci s'ajoute le partage des locaux.

A Kinshasa, cinq agences partagent un bâtiment commun, et dans quelques provinces, au moins deux agences partagent des locaux communs. L'Equipe de pays s'est donnée jusqu'au 30 juin 2022 pour boucler la mise en place du Common Back Office. Par ailleurs, elle continue à encourager la colocation

dans la plupart des provinces. C'est dans cette logique que les discussions sont en cours pour une occupation commune des locaux qu'occupe la MONUSCO dans le Tanganyika, après son retrait en juin 2022 prochain.

En appui aux politiques nationales, le SNU apporte son expertise au Gouvernement dans la mise en œuvre de divers programmes lancés il y a quelques mois.

Les agences, fonds et programmes se sont joints à la MONUSCO pour contribuer à l'élaboration de la stratégie nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion sociocommunitaire (DDRSC). Les entités des Nations Unies participent également à la mise en œuvre de cette stratégie.

Pour ce qui est du programme de la couverture santé universelle, sous le leadership du Bureau International du Travail (BIT), les agences ont contribué à l'amélioration de la stratégie préparée par le Gouvernement et ont activement pris part à l'élaboration du plan de travail annuel.

Sous le leadership de l'UNICEF, les agences, fonds et programmes des Nations Unies contribuent à l'amélioration des capacités du pays dans la gestion des ressources naturelles, notamment en contribuant aux initiatives de gestion intégrée des ressources naturelles, prenant en compte tous les secteurs de la vie humaine.



Déploiement des médicaments dans la zone de santé de Kalole à plus de 3 000 kilomètres de Kinshasa, un appui de UNFPA.
©UNFPA/Junior Mayindu.

2.5. Aperçu financier et mobilisation des ressources

APERÇU FINANCIER

Le Cadre de Coopération des Nations Unies en RDC 2020-2024 est chiffré à 4.9 milliards de dollars US, dont 558 millions de dollars US avaient été mobilisés à la signature en 2019. La majorité du financement, 3.7 milliards de dollars US pour l’Axe 3 « Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire». L’Axe 2 «Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection sociale et gestion durable des ressources naturelles» est budgétisé à presque 1 milliard USD, et l’Axe 1 « Consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie » à presque 290 millions USD, soit 6%.

En 2021, l'Equipe de pays des Nations Unies a dépensé 1.3 milliard USD pour la mise en œuvre de ses activités sur presque 1.7 milliard USD planifié. Ces chiffres incluent les actions humanitaires, de développement et de la paix.

Par rapport à 2020, les budgets prévus en 2021 étaient légèrement plus élevés (1,69 milliard en 2021 contre 1,51 milliard en 2020). En 2021, l'Equipe de pays des Nations Unies ont été en mesure d'exécuter une plus grande partie des budgets planifiés qu'en 2020, en raison d'un allègement des restrictions COVID qui avaient ralenti l'exécution en 2020 (80% en 2021 contre 64% en 2020).

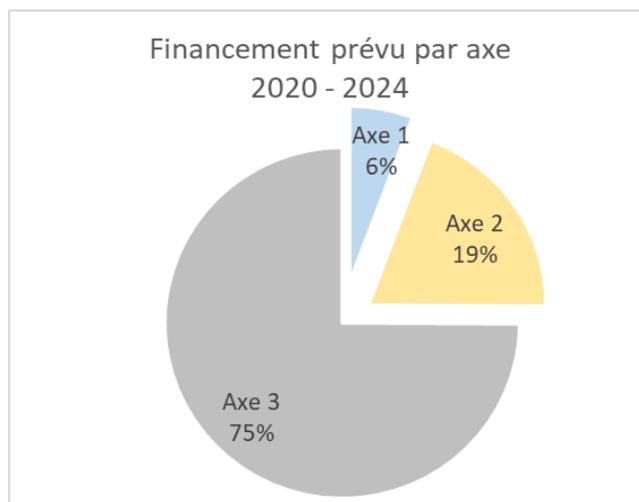
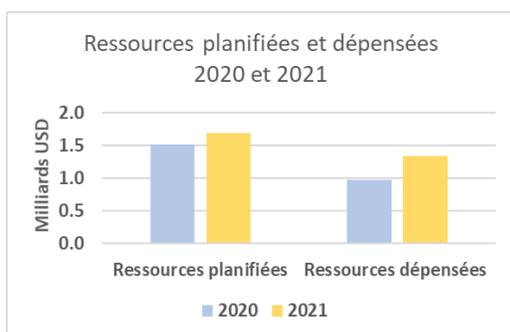


Tableau 1 : Répartition des ressources par agence¹

Organisation	Ressources planifiés USD (2021)	Ressources dépensées USD (2021)
BCNUDH	9 609 922	9 609 922
BIT	9 229 947	3 196 487
FAO	25 500 500	19 324 000
FIDA	11 492 249	6 310 000
MONUSCO*	11 827 080	11 827 080
OIM	136 000 000	33 143 367
OMS**	96 406 803	92 531 088
ONUDI	22 700 000	14 100 000
ONU Femmes	12 638 619	12 133 074
ONUSIDA	458 584	413 584
PAM	662 000 000	661 000 000
PNUD	100 600 000	54 800 000
UNCDF	3 000 000	2 000 000
UNESCO	1 122 721	1 122 721
UNFPA	30 000 000	40 000 000
UN-HABITAT	300 000	950 000
UNHCR	205 440 000	114 290 000
UNICEF	314 391 297	225 805 426
UNOPS	32 474 000	35 767 000
UNODC	1 200 000	160 000
TOTAL	1 686 391 722	1 338 483 749

[1] Le tableau reflète les informations disponibles en mars 2021

*Ce chiffre comprend les dépenses liées au financement des programmes et aux activités de sensibilisation menées par la MONUSCO grâce à un financement évalué ("assessed funding") par les Etats membres. Le chiffre inclut les dépenses de l'UNMAS.

**Le budget de l'OMS est voté pour couvrir deux ans. Les dépenses concernent uniquement 2021.

FINANCEMENT CONJOINT

En 2021, l'Equipe de pays en RDC a reçu 51.3 millions dollars US des différents fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF), dont le Fonds National REDD+ (FONAREDD) financé par l'Initiative pour la forêt de l'Afrique Centrale (CAFI), le Fonds humanitaire de la RDC, le Fonds ISSSS de stabilisation de la RDC, le Peacebuilding Fund, le UN COVID-19 Response and Recovery Fund, le Joint SDG Fund, le Conflict-Related Sexual Violence Multi-Partner Trust Fund et le Womens Peace and Humanitarian Trust Fund. Il existe également les programmes conjoints JP DRC ACTIV et JP DRC Fight Against GBV - JAD. En 2021, le PBF a approuvé quatre nouveaux projets pour USD 9.1 million.

Le Bureau du Coordonnateur résident (BCR) appui l'Equipe de pays à élaborer des soumissions de haute qualité, à assurer un suivi et rapportage dans les délais et à renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes conjoints. Le BCR abrite le secrétariat du PBF et à partir de 2022 il abritera aussi le secrétariat CAFI déployé en RDC.

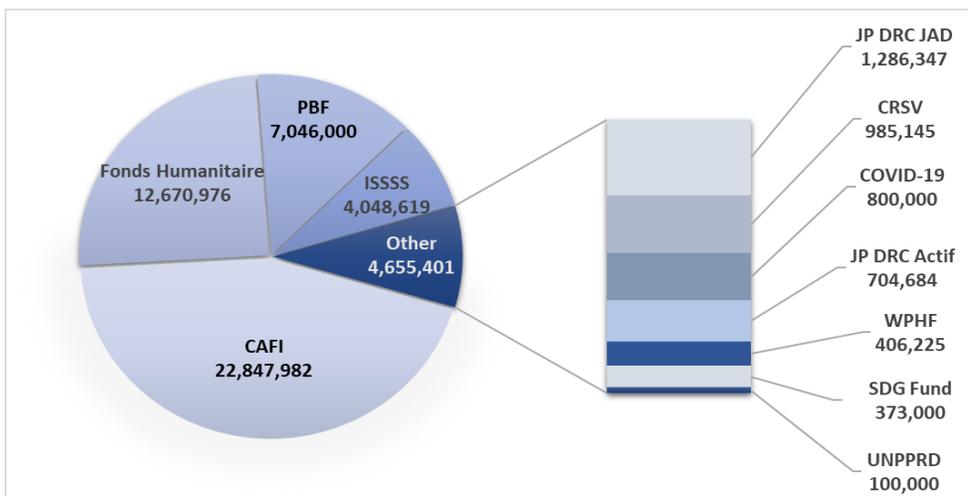
MOBILISATION DES RESSOURCES

L'environnement complexe de financement, caractérisé par des besoins humanitaires, économiques, sociaux et sécuritaires immenses et sous-financés, couplé à la pandémie actuelle du COVID-19 qui modifie l'aide au développement et les priorités des donateurs, a eu un impact sur la capacité de l'Equipe de pays des Nations Unies à lever les ressources de développement dont elle a tant besoin. A la lumière de ce qui précède, le RCO en RDC a sollicité un appui externe pour concevoir une stratégie de mobilisation des ressources et un plan d'action pour guider l'EP dans la mobilisation de ressources supplémentaires pour l'UNSDCF.

L'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources devrait aider l'Equipe de pays des Nations Unies à combler le déficit de ressources et à accélérer la mise en œuvre efficace du Fonds de développement des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

Ainsi, l'un des principaux objectifs de la stratégie de mobilisation des ressources est d'améliorer la capacité de l'Equipe de pays des Nations Unies à identifier et à mobiliser les ressources financières nécessaires pour combler le déficit de financement et accélérer la mise en œuvre du UNSDCF.

Financement conjoint total 2021 en USD



Résultats du fonds CAFI et FONAREDD

Projets	Politiques appuyées	Foyers améliorés financés	Ménages avec appui agricole	Concessions forestières des communautés locales
10	4	104 000	13 285	257 620ha

Résultats du Joint SDG Fund

Projet	Etudes préparées	Dialogues sectoriels organisés	Evaluation du financement du développement
1	2	10	draft

Résultats du Fonds COVID-19

Projet	Victimes VBG appuyées	Agents médicaux formés aux questions VBG	Personnes déplacées sensibilisées
1	330	>100	13 293

Résultats du Peacebuilding Fund

Projets	Ex-miliciens et retournés de l'Angola appui HIMO et AGR	Ex-miliciens et retournés de l'Angola appui HIMO et AGR
9	1 298 F	1 990 H

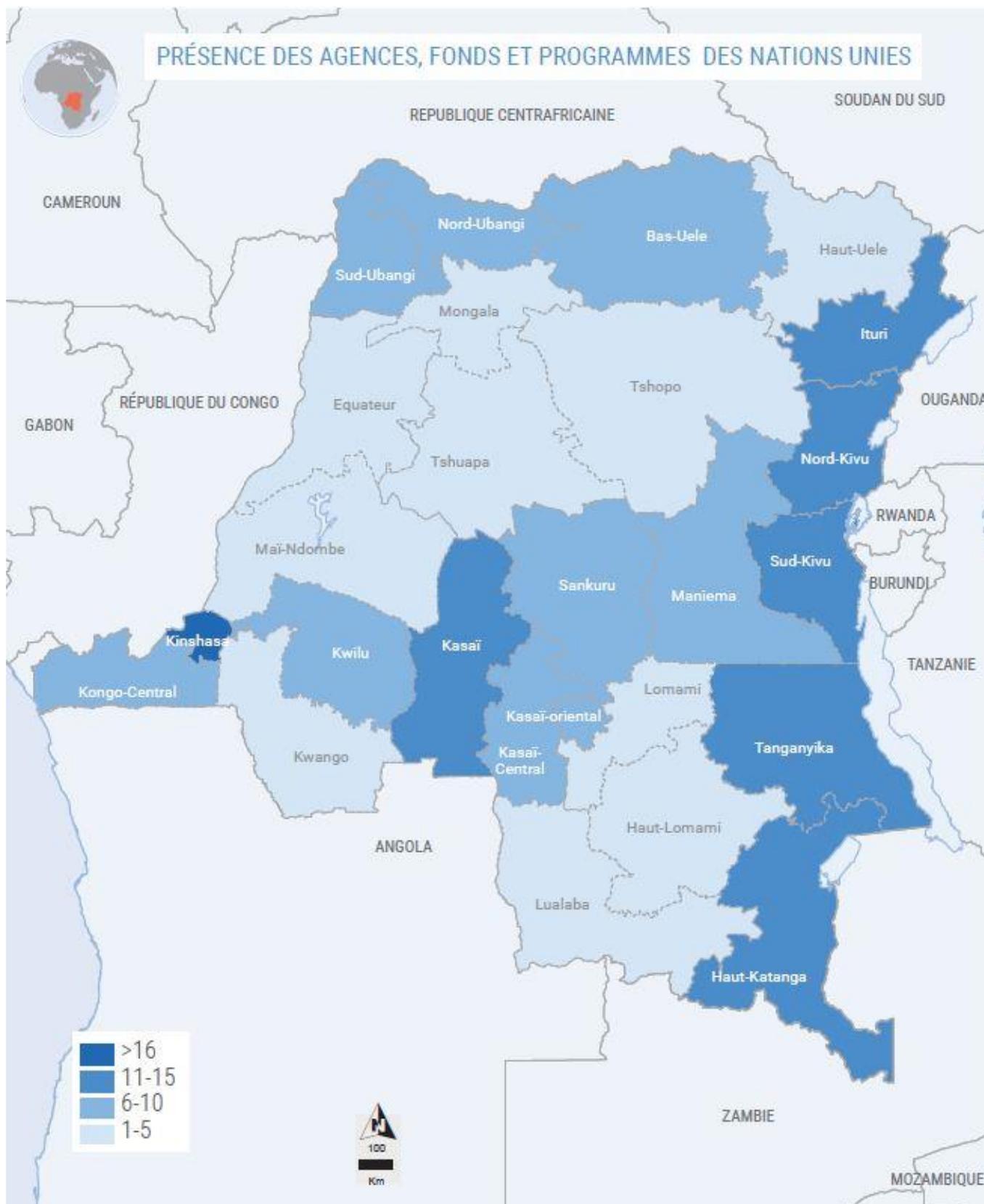
Moyens de subsistance amélioré chez	Dessertes agricoles réhabilités
80.8%	438.8km

Retournés qui ont bénéficié d'un appui agricole et d'élevage	Retournés qui ont bénéficié d'un appui agricole et d'élevage
407 F	193 H

Portfolio PBF en RDC – 2021

- \$28.9 millions dans 11 projets
- 6 projets au Kasai et Kasai Central
- 4 projets au Tanganyika
- 5 ans d'éligibilités (2020 – 2024)
- **Priorités d'intervention**
 - Réintégration communautaire
 - Réconciliation et cohésion sociale
 - Gouvernance locale inclusive
 - Promotion de solutions durables pour les populations déplacées
- **Engagement transfrontalier**
 - RDC – Rwanda
 - RDC – Angola

Présence opérationnelle



Chapitre 3: Les priorités de l'Equipe de pays pour l'année prochaine



Vue partielle de la forêt du bassin du Congo.
©CAFI/RDC

En 2022, l'Equipe de pays des Nations Unies poursuivra la mise en œuvre de l'UNSDCF en se concentrant spécifiquement sur l'assistance au Gouvernement dans la réalisation d'initiatives phares, telles que le Programme de développement local des 145 territoires et la couverture maladie universelle. Le SNU appuiera le gouvernement dans les préparatifs des élections prévues pour 2023, selon les besoins, et la conduite du recensement général de la population.

L'EP travaillera également avec le gouvernement pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CDN) pour valoriser la protection des forêts du Bassin du

Congo au niveau mondial en préparation de la COP27.

L'Equipe de pays des Nations Unies renforcera également sa détermination à s'attaquer aux causes profondes des conflits et du sous-développement.

L'une des priorités transversales sera le soutien renforcé et coordonné aux systèmes statistiques nationaux afin d'améliorer la disponibilité des données sur les indicateurs des ODD.

En 2022, les Nations Unies vont appuyer huit autres provinces dans l'élaboration de leurs PDP.

Sigles utilisés

CCA	: Country Common Assessment (Bilan pays commun)
COVID-19	: Maladie à coronavirus 2019
EP	: Equipe de pays
FMI	: Fonds monétaire international
MONUSCO	: Mission des Nations de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilité au Congo
ODD	: Objectif de développement durable
PAM	: Programme alimentaire mondial
PBF	: Peacebuilding Fund (Fonds pour la consolidation de la paix)
PDP	: Plan de développement provincial
PNC	: Police nationale congolaise
PNSD	: Plan national stratégique pour le développement
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	: République démocratique du Congo
SNU	: Système des Nations Unies
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNSDCF	: United Nations Sustainable Development Cooperation Framework (cadre de cooperation)
US	: United States (Etats Unis)
VBG	: Violence basée sur le genre
VIH	: Virus de l'immunodéficience humaine

RAPPORT ANNUE DES RESULTATS 2022

République
démocratique
du Congo



NATIONS UNIES
RD CONGO



drcongo.un.org/fr

@ONURDCongo